

**Climat - One Planet Summit -
Réponse de M. Nicolas Hulot,
ministre d'État, ministre de la
transition écologique et solidaire, à
une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 13 décembre 2017)**

(Question sur le One Planet Summit)

Madame la Députée,

Confiance... On va dire prudence. Une chose est certaine : si l'on n'embarque pas l'univers de la finance dans le train du climat, on n'a aucune chance de répondre aux ambitions et de réaliser les engagements de l'Accord de Paris. Ce sommet visait évidemment à aligner tous les acteurs financiers, publics ou privés, afin de rendre les investissements compatibles avec ces engagements.

Ce sommet, comme vous l'avez dit, a été organisé deux ans pratiquement jour pour jour après l'adoption de l'Accord de Paris. Il s'est conclu, entre autres, par douze engagements très concrets qui, je l'espère, permettront de changer d'échelle, de braquet. Parce qu'il existe aussi une certaine tendance ou accoutumance à la gravité, il fallait aussi sortir ce processus d'une forme de léthargie.

Grâce à la mobilisation des États - plus de 120 étaient représentés - mais aussi des villes, des entreprises et des investisseurs, de nouveaux engagements ont été pris. Parmi les plus significatifs figurent les engagements européen, chinois et américain d'accélérer la fixation d'un prix du carbone significatif.

La Banque mondiale a annoncé la fin des financements en faveur de toute activité d'exploitation d'énergies fossiles, ce qui n'est pas sans conséquences positives. Les investisseurs publics comme l'AFD - l'Agence française de développement - et la Caisse des dépôts ont signé un engagement pour mettre dorénavant en conformité leur politique d'investissement avec l'Accord de Paris. La Chine a annoncé la création du plus grand marché mondial de carbone, ce qui constitue aussi une information et un événement très importants. Pour notre part, nous nous engageons à porter à 30% en 2020 la part de nos financements de la politique pour le climat consacrés à l'adaptation mais aussi à abonder le nouveau fonds de lutte contre la désertification.

Je termine en vous informant que l'OCDE - l'Organisation de coopération et de développement économiques - mettra à la disposition des États un outil pour verdifier leurs budgets./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)